

MILIANA

L'hôpital Farès-Yahia secoué par des conflits internes

Un communiqué commun a été cosigné par les cellules syndicales du Snapap et du Sap, de l'hôpital Farès-Yahia de Miliana, dont une copie a été adressée au ministre de la Santé et dont nous avons été destinataires. Ces deux formations syndicales évoquent un conflit et même une guéguerre qui secoue cet établissement de santé publique depuis des semaines, un conflit qui oppose, d'une part, 3 médecins spécialistes, 2 radiologues, Hamdad Hicham et Michakou Moncef, et le directeur-adjoint, d'autre part, selon le communiqué du personnel paramédical et administratif.

Dans ce communiqué, les 2 spécialistes et le sous-directeur sont accusés de comportement indigne, insultes, obscénités à l'endroit du personnel paramédical, des Milianais et de leurs femmes, des moudjahidine et des chouhada et de menaces qui pourraient mener à l'emprisonnement pour certains, menaces qu'aurait proférées le D' Michakou, toujours selon les cosignataires du communiqué.

Par ailleurs, les plaignants reprochent à ces spécialistes et au sous-directeur d'avoir transformé le service de radiologie en PC pour semer la fitna (la discorde) et déstabiliser l'hôpital. De plus, on rapporte que le 8 juin dernier, le D' Michakou aurait insulté publiquement un cadre du paramédical de l'hôpital, lors d'une altercation. Dans la foulée, il est reproché à l'administration de l'hôpital et à la DP de se ranger aux côtés de ces 2 médecins et du sous-directeur et ce, suite à l'absence de réaction aux correspondances qui leur ont été adressées. On qualifie cet état de fait de précédent grave et unique à ce jour dans l'histoire du plus vieil hôpital de toute la région, un hôpital dont la réputation n'est plus à démontrer, une absence de réaction qui, selon le communiqué, encourage les 3 mis en cause à continuer leurs dérapages et leurs dépassements, une situation qui, dit-on, pousse les fonctionnaires de l'hôpital à défendre leur dignité. L'intervention immédiate du wali est sollicitée pour mettre un terme à ce type de conduite et de comportement des mis en cause.

Le directeur de l'hôpital, qui vient d'être installé depuis un mois environ, dit vouloir ramener le consensus et la convivialité par l'instauration d'un climat serein où chacun se conformera aux prérogatives qui lui sont conférées par son statut, conformément au règlement intérieur et aux textes régissant les relations de travail. «Je suis le directeur de l'hôpital et non le directeur d'un clan», nous dira-t-il. Pour en savoir plus sur les tenants et les aboutissants que cache ce conflit larvé, nous nous sommes adressés au directeur de la santé, M. Tayeb Mekî.

Pour ce qui est de l'absence de réaction reprochée à la DSP, le responsable du secteur révèle qu'il s'est rendu sur les lieux et a réuni outre les mis en cause, les représentants de

tous les corps, en présence du coordinateur de wilaya de la centrale syndicale, une réunion où chacun a eu droit à la parole et à l'écoute.

Il s'est révélé lors de cette réunion qu'un infirmier «qui n'a jamais porté une blouse blanche» s'est arrogé un poste de «coordinateur des activités médicales et paramédicales» un poste qui n'a jamais figuré dans la nomenclature des personnels des hôpitaux. Selon notre interlocuteur, c'est ce qui est considéré comme un dépassement d'attribution de compétences d'une fonction jamais classée, et depuis longtemps. Chapeautant les différents services, là où les spécialistes ne sont pas affectés comme chefs de service, ce qui lui laissait le champ libre pour imposer sont diktat tout en empiétant sur les prérogatives du sous-directeur, prérogatives définies et réglementées par des textes. Le DSP a été surpris par l'intervention des sages-femmes qui se plaignent du volume de travail des spécialistes, alors que ces derniers ne s'en plaignent pas.

Selon une source qui a assisté à la réunion, une personne a même proposé le départ de 3 des 6 gynécologues en poste. A ce sujet, il est légitime de se demander quelle est l'intention cachée d'une telle proposi-

tion. Qu'il y ait moins d'accouchements et de parturientes qui ne seraient pas admises à accoucher à la maternité ?

A ce sujet, on rappelle qu'une correspondance avait été adressée au wali en exercice, il y a 2 ans de cela, exprimant un relent de sectarisme outrancier qui avait soulevé l'indignation des responsables. On pouvait lire dans cette correspondance : «Est-il concevable qu'une parturiente de Miliana aille accoucher ailleurs qu'à Miliana ?»

Selon la DSP, sur le plan des statistiques, le nombre d'accouchements effectués en maternité arrive loin derrière les autres services de maternité des autres secteurs sanitaires. On s'interroge aussi comment on peut se plaindre qu'il y ait tant de

gynécologues à Miliana, en plus de 2 radiologues. Pour la DSP, la réponse est on ne peut plus claire : «A Miliana, un hôpital de la classe C, les médecins inscrits au dispositif du service civil ne sont assujettis qu'à une durée de 2 ans, ce qui n'est pas le cas pour Khemis Miliana ou le chef-lieu de wilaya, où ils sont assujettis à 3 ans d'exercice».

Le directeur du secteur de la santé observe que le communiqué élaboré par les 2 cellules syndicales ne comporte aucune revendication socioprofessionnelle, mais les 2 syndicats se font les défenseurs de la population de Miliana, de «la dignité à laquelle auraient attenté les 2 radiologues, les défenseurs des moudjahidine et des chouhada. Qui confère à ces deux cellules syndicales ce rôle

et ce droit impartis aux organisations et aux représentants légaux ?» s'interroge le DSP, en ajoutant : «N'est-ce pas là un grave dérapage de la vocation syndicale dont la mission est de défendre les intérêts socioprofessionnels des fonctionnaires qui y adhèrent ? Or, le contenu du communiqué se révèle d'ordre purement politique.»

Toujours est-il que le wali est interpellé par le communiqué, pour intervenir en vue de régler le conflit par «une intervention rapide pour mettre un terme au comportement irresponsable et immoral de ces 2 spécialistes et propose leur limogeage ainsi que celui du sous-directeur, avant que la situation ne s'envenime davantage» (fin de citation).

Karim O.

AOKAS (BÉJAÏA)

L'appel à une marche pour aujourd'hui maintenu

Le collectif des citoyens d'Aokas a décidé de maintenir son appel à une nouvelle marche programmée pour aujourd'hui samedi 29 juillet à 13h à Aokas.

Sous le mot d'ordre «Libérons la culture, acte II», la marche pacifique qu'organise le collectif de citoyens d'Aokas, qui prend en charge temporairement le Café littéraire de la même cité balnéaire à l'est du chef-lieu de wilaya de Béjaïa après la série d'interdictions de rencontres littéraires et culturelles par l'administration locale, sera suivie d'une conférence-débat avec le chroniqueur et journaliste d'El Watan, Chawki Amari, sous le thème «Littérature et engagement politique». La manifestation de rue prendra le départ à 13h de la place Katia-Bengana au centre culturel. Soutenu par de nombreuses associations culturelles, le Café littéraire

de Béjaïa, le RCD, le FFS et le RPK ainsi que de nombreuses personnalités artistiques et culturelles, des syndicalistes à l'image de ceux du Snapap, le collectif de citoyens d'Aokas ne compte pas lâcher prise et taire les récurrentes interdictions des rencontres culturelles du Café littéraire local et notamment la violente répression de la dernière conférence littéraire programmée avec le linguiste Ramdane Achab.

Malgré l'autorisation du wali de Béjaïa de tenir la rencontre avec l'écrivain et journaliste Amari Chawki, les citoyens d'Aokas entendent investir de nouveau la rue pour exiger la mise en place d'une commission d'enquête pour faire la lumière sur cette journée noire de samedi dernier et identifier les personnes qui ont donné l'ordre de réprimer un rendez-vous culturel et saccager le centre culturel de la ville», a-t-on souligné.

A. Kersani

VISITE DE TRAVAIL DU MINISTRE DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT

42 projets touristiques approuvés à Mostaganem

La Zone d'expansion touristique (ZET) et des projets à caractère touristique ont été les points essentiels de la visite de travail du ministre du Tourisme et de l'Artisanat, M. Hacène Marmouri, dans la wilaya de Mostaganem.

La wilaya de Mostaganem dispose de 16 ZET couvrant une superficie de 4 339 ha dont 1 995 ha aménageables pour une capacité de 20 000 lits. M. Marmouri s'est enquis de la situation des projets de la ZET de Ben Abdelmalek Ramdane d'une superficie de 260 ha ainsi que du volet investissement dans le secteur du tourisme de manière générale.

Le ministre a inspecté le projet de réalisation d'une résidence touristique relevant du secteur privé le «Zina Beach». Quel a été l'étonnement du ministre quand il a appris que sur les 16 zones d'expansion touristique de la wilaya, seulement 2 ZET disposent de plans d'aménagement agréés, en l'occurrence celles implantées dans la zone de Ben Abdelmalek Ramdane. Pour

cette raison, le ministre a décidé d'envoyer rapidement, dès le début de cette semaine, une commission ministérielle pour l'assainissement des ZET de la wilaya. Le ministre a insisté auprès de la Direction du tourisme de wilaya pour assurer la promotion de la destination touristique de Mostaganem, en incluant les entreprises et les associations à caractère touristique pour faire connaître les potentiels touristiques de la wilaya et surtout consolider les relations de travail et aplanir les entraves. 42 projets touristiques ont été approuvés dans la wilaya dont certains sont en cours de réalisation, ce qui permettra d'améliorer la capacité d'accueil.

A la plage des Sablettes qui attire quotidiennement des milliers d'estivants, l'hôte de Mostaganem a visité le complexe touristique «El Mansour». Cet établissement compte 150 chambres de 290 lits, 2 restaurants dont l'un panoramique, une piscine et une plage privée. Le propriétaire envisage une extension pour réaliser quarante-huit bungalows et un espace pour la thalassothérapie.



Photo : DR

Proche du port commercial et des voyageurs avec une vue imprenable sur la baie d'Arzew, le ministre a lancé les travaux d'un nouvel hôtel de la chaîne internationale «Ibis» financé par le groupe Accor et le groupe Mehri. La réalisation de ce projet, d'une superficie de 18 402 m², sera faite par une société mixte algéro-portugaise-chinoise et les délais des travaux ont été fixés à 24 mois. Profitant de sa présence à Mostaganem, le ministre a visité le parc animalier et de loisirs «Le Mosta Land» récemment ouvert. A Hadhadj Plage, le ministre a donné le coup d'envoi de la

16^e édition du Festival d'été d'or, de soccer beach, réservé aux moins de 16 ans. Poursuivant sa visite sur le littoral, le ministre a visité un camp d'été à la plage d'Aïn Brahim de 80 tentes et une capacité de 640 lits.

Avant de clore sa visite de travail, M. Marmouri s'est rendu à la gare maritime et a assisté en quelques minutes, à l'arrivée de voyageurs venant des ports de Valence et de Barcelone. Sur place, Il s'est renseigné sur les facilités d'accueil de nos émigrés venus passer leurs vacances d'été au pays.

A. B.

Des vacances pour 50 orphelins de la ville d'Adrar

Le wali de Mostaganem Abdelouahid Temmar, a visité, en début de soirée de lundi dernier, le centre de vacances de Mazagran, qui accueille les enfants orphelins dont l'âge varie entre 8 et 12 ans, de la ville d'Adrar.

Le chef de l'exécutif était accompagné de Mme la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Zerouati FatmaZohra, en visite privée à Mostaganem. Sur place, le wali s'est renseigné, auprès du responsable du centre, sur les conditions de prise en charge matérielle et psychologique de ces enfants orphelins. L'initiative d'accorder des vacances aux enfants orphelins, grâce à l'aide apportée par la wilaya et la DAS sans oublier quelques sponsors, a été bien accueillie à Mostaganem.

Côté encadrement, l'équipe d'animateurs(trices) de la Direction de la jeunesse et des sports est sans reproche. Au programme de la veillée après le dîner dans une ambiance festive et bon enfant, chants, danses, théâtre et jeux. Quant aux journées, la matinée est consacrée à la baignade, les après-midi, visites guidées sur des sites touristiques sans oublier le parc de loisirs, le Mostaland, qui fait gratuitement de son parc d'attractions à ces enfants orphelins. Une telle initiative est à perpétuer pour que plus jamais, il n'y ait plus d'enfants en malvie depuis la mort de leurs pères ou de leurs mères.

A. B.

AQUACULTURE

Une production de 150 tonnes de moules prévue très prochainement

Tout porte à croire que l'aquaculture connaîtra un essor sans précédent dans la wilaya de Mostaganem. L'objectif est d'atteindre à moyen terme, une production annuelle de 5 000 tonnes de poissons de différentes espèces et autant de tonnes de coquillages.

Une performance qui multipliera par 100 fois la production des filières d'aquaculture marine actuelle, dont la totalité est issue de l'élevage de coquillages (conchyliculture) huîtres et moules. Ce mardi, le wali a effectué une visite d'inspection des projets d'élevage en aquaculture, à la Stidia-Plage et aux environs de cette station balnéaire. Ainsi, lors de sa visite à la zone

d'aménagement aquacole à la Stidia, située à quelque 16 km du chef-lieu de la wilaya, deux sociétés privées ont jeté leur dévolu sur l'élevage de moules, sur des concessions de 50 000 m² dans l'eau. Un élevage qui se fera grâce aux filières dont le dispositif qui se compose d'un élevage en flottabilité grâce à des bouées fixées par des corps morts au fond de la mer. Les deux investissements sont estimés à 40 000 000 dinars chacun, et se régleront par mode d'autofinancement.

Le wali a attiré l'attention des responsables de ce secteur, pour éviter les risques de l'environnement liés à la pollution pour la production de bonnes moules.

A. B.